

GE_GERICHTE JTAPI/433/2024 vom 6. Mai 2024

GE Cour de justice, 2024-05-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_JTAPI_433_2024

FR: GE_GERICHTE JTAPI/433/2024 du 6 mai 2024

IT: GE_GERICHTE JTAPI/433/2024 del 6 maggio 2024

Erwägungen

E. 1

Le Tribunal administratif de première instance connaît des oppositions aux mesures d'éloignement prononcées par le commissaire de police (art. 11 al. 1 de la loi sur les violences domestiques du 16 septembre 2005 - LVD - F 1 30), sur lesquelles il est tenu de statuer dans les quatre jours suivant réception de l'opposition, avec un pouvoir d'examen s'étendant à l'opportunité (art. 11 al. 3 LVD).

E. 2

Déposée en temps utile et dans les formes prescrites devant la juridiction compétente, l'opposition est recevable au sens de l'art. 11 al. 1 LVD.

E. 3

La victime présumée doit se voir reconnaître la qualité de partie, dès lors qu'en tant que personne directement touchée par la mesure d'éloignement (art. 11 al. 2 LVD et 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 - CEDH - RS 0.101), elle répond à la définition de partie au sens de l'art. 7 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 10).

E. 4

La LVD a pour but de contribuer à la protection de la personnalité dans le cadre familial et domestique en soutenant et en renforçant les efforts de lutte contre les violences domestiques (art. 1 al. 1 LVD). Par « violences domestiques », la loi désigne une situation dans laquelle une personne exerce des violences physiques, psychiques, sexuelles ou économiques sur une autre personne avec laquelle elle est liée par un rapport familial, conjugal, de partenariat ou d'union libre, existant ou rompu (art. 2 al. 1 LVD). Par « personnes concernées par les violences domestiques », la loi vise notamment les victimes et les auteurs de violences domestiques, les proches de ces personnes ainsi que les professionnels du domaine (art. 2 al. 2 LVD). Selon l'art. 8 al. 1 LVD, la police peut prononcer une mesure d'éloignement à l'encontre de l'auteur présumé d'actes de violence domestique, si la mesure paraît propre à empêcher la réitération de tels actes. Selon l'art. 8 al. 2 LVD, une mesure d'éloignement consiste à interdire à l'auteur présumé de

- 8/10 - A/1500/2024 a) pénétrer dans un secteur ou dans des lieux déterminés ; b) contacter ou approcher une ou plusieurs personnes. La mesure d'éloignement est prononcée pour une durée de dix jours au moins et de trente jours au plus (art. 8 al. 3 LVD). Il ressort des travaux préparatoires relatifs à la révision de la LVD en 2010, que la volonté clairement exprimée par le législateur était de simplifier la loi, de manière à en favoriser une application plus régulière et effective. Dans ce sens, le nouvel art. 8 al. 1 LVD ne vise plus une mesure qui serait nécessaire pour écarter un danger relatif à des actes de violences

domestiques, mais qui doit être simplement propre à empêcher la réitération de tels actes. En revanche, la loi continue à poser pour condition l'existence d'une présomption que des actes de violences domestiques ont été commis auparavant (rapport de la commission judiciaire et de la police chargée d'étudier le PL 10582, p. 11). Ainsi que cela résulte des principes rappelés ci-dessus, les violences à l'origine de la mesure d'éloignement n'ont pas à être prouvées. Il suffit que l'on puisse présumer, sur la base de l'ensemble des circonstances, qu'elles ont eu lieu. La LVD est ainsi faite pour protéger la personne dont il paraît plausible qu'elle a été victime de telles violences, et constitue ainsi un cadre essentiellement préventif. Elle diffère sur ce point d'une procédure pénale, dont l'issue emporte des conséquences beaucoup plus sévères pour l'auteur, et qui est parallèlement soumise à des exigences de preuve plus strictes.

E. 5

En l'espèce, les faits dont M. B._____ se plaint d'avoir été victime, correspondent à la notion de violences domestiques au sens de la loi. Les déclarations de M. B._____, aussi bien à la police qu'en audience, bien que contredites par sa concubine, sont étayées par les photographies des lésions qu'il a subies le 6 mai 2024. Il résulte par ailleurs des pièces au dossier et des déclarations des parties, concordantes sur ce point, qu'au cours des dix ans de vie commune, la police est intervenue à quatre ou cinq reprises à leur domicile pour des faits similaires, la dernière fois le 7 mars 2021. Au vu de ce qui précède, il existe suffisamment d'éléments pour présumer la survenance de nouvelles violences domestiques et donc la nécessité d'éloigner Mme A._____ du domicile pour une durée de dix jours. Cela étant dit, le tribunal ne peut qu'encourager les parties dans leur souhait de préserver les enfants de leur conflit. Aussi, conformément à la volonté commune des parties, Mme A._____ sera autorisée à pénétrer au domicile conjugal, en l'absence de M. B._____, afin de prendre en charge les mineurs E._____, F._____ et D._____, selon les modalités déterminées d'entente entre eux. L'interdiction de contact sera également levée dans la mesure nécessaire aux échanges entre les parties au sujet de l'organisation et du suivi de la prise en charge des enfants.

E. 6

Au vu de ce qui précède, le tribunal admet partiellement l'opposition formée par Mme A._____ le 6 mai 2024 contre la mesure d'éloignement prononcée à son encontre pour une durée de 10 jours en ce qu'elle concerne l'interdiction de contacter

- 9/10 - A/1500/2024 M. B._____ dans la mesure nécessaire aux échanges relatifs à l'organisation et au suivi de la prise en charge des enfants et de pénétrer au domicile conjugal les lundis, mardis et jeudis de 11h30 à 13h30 et de 16h00 à 17h30, ainsi que le mercredi toute la journée.

E. 7

Il ne sera pas perçu d'émolument (art. 87 al. 1 LPA).

E. 8

Un éventuel recours déposé contre le présent jugement n'aura pas d'effet suspensif (art. 11 al. 1 LVD ; rapport rendu le 1er juin 2010 par la commission judiciaire et de la police chargée d'étudier le PL 10582, p. 17).

- 10/10 - A/1500/2024

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.